



GRAND HÔTEL DE L'INDEPENDANCE

BP: 287 2nd Ave Conakry,
Guinea Tél: +224 622 35 19 07
www.hotelghi.com



LE DIPLOMATE

Le web: www.lediplomateguinee.com

N°668 du 23 août 2016 Prix 3000 FG



LIBÉRALISATION DE L'AUDIOVISUEL

Dix ans après

L'ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES

Le développement de
la Guinée passe aussi
par la transparence
dans les chiffres...



JOSEPH SAGNO GRAVEMENT MALADE

**L'URTELGUI appelle
à la solidarité**



**Tout pour le bien
être des Guinéens**

AN 10 DE LA LIBÉRALISATION DES ONDES

Allocution du Président de l'URTELGUI

Mesdames et Messieurs, distingués invités, en vos fonctions, rangs et grades respectifs
Chers confrères,

C'est un réel bonheur que nous partageons aujourd'hui un moment historique de notre profession. Il vous souvient sans doute que la fin du monopole d'Etat sur les ondes a été signée au prix de lourds sacrifices.

En ce jour, nos pensées vont d'abord à

LE DIPLOMATE L'autre façon d'informer

LE PRÉSIDENT DIRECTEUR GÉNÉRAL
(P.D.G.)

Sanou Kerfalla Cissé
E-mail: hawasanouci@yahoo.fr
sanouci@hotmai.com
Tél: 622 35.51.51

655 51.51.51/664 51.51.51

ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL

AFRIC VISION

Ibrahima Khalil Dieng
Tél: 655 75.44.44

ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL

Ahmadou B. Touré
655 77.55.55

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Amadou Makissa Diallo
tel: 655 .75 .55 .00 /
622 .41. 61. 01

E-mail: a_makissa@yahoo.fr

CONSEILLER GÉNÉRAL

Mohamed J.M. Morgan
655 77.44.44/622 26.97.26

REDACTEUR EN CHEF

Aboubacar Condé

E-mail: condeabou2009@yahoo.fr
664 30 26 36/656 31 44 17/
628 16 04 80

SECRETAIRE GÉNÉRAL

Bernadette Condé

CHEF RUBRIQUE POLITIQUE

Ibrahima Kalil Dieng

CHEF RUBRIQUE ECONOMIE

ET FAITS DIVERS

Woulada Deen

COMITÉ DE REDACTION

Sanou Kerfalla Cissé, Amadou Makissa Diallo, Malick M. Bangoura, Bernadette

Condé, Hassane Billy Condé, Wouladen Den, N'na Fatoumata Camara, Fatoumata Kandé (Rana)

CHRONIQUEUR-ANALYSTE

Me Alpha Oumar Sy Savané

SERVICE COMMERCIAL

Karim Soumah, Marie Soumah

DISTRIBUTION:

Mohamed Martin Zounon

SERVICE PHOTOGRAPHIE:

LE DIPLOMATE

SAISIE INFORMATIQUE:

Safiatou Coumbassa, Oumou Barry, N'famory Dansoko

IMPRESSION:

ADMINISTRATION

Tiguidanké Diaby, Therna Camara

SIÈGE DU DIPLOMATE:

Carrefour Cosa (Nongo) Commune

de Ratoma

N°240/PR/TPI/C/ 2

BP: 2222 Conakry

Tél B: 664 53.31.87

LE SITE WEB:

www.lediplomateguinee.net

Comptes bancaires:

1000913711018/ECOBANK

21010298601/FIRST I.BANK

1010007610201/SKYE BANK



nos confrères qui auraient tant voulu être parmi nous, si le destin n'en avait pas décidé autrement.

La libéralisation des ondes aura été une bataille ardue dont on n'a pas fini de cerner les contours ou de conter les faits d'armes. Toujours est-il que le déficit démocratique de l'époque avait mis le pays au ban de la communauté internationale.

C'est dans ce contexte nuageux que le pouvoir a lâché du lest en libéralisant les ondes le 20 août 2005, donc notre profession.

Mesdames, messieurs,
En ce jour, ce beau monde de fondateurs de radios libres ici réuni et mobilisé reste le meilleur indicateur de la pénétration de l'audiovisuel privé dans l'espace médiatique de notre pays.

En reprenant l'étendard à travers l'élection du 1er août 2015, par ma voix, le nouveau bureau exécutif de l'URTELGUI a tiré une fière chandelle à l'équipe sortante qui a si bien géré les activités de l'Union.

A notre prise de fonction le 12 août 2015, je me suis personnellement engagé à matérialiser les promesses de campagne de mon équipe.

Grâce à l'engagement des uns et des autres et

à l'appui de nos partenaires, nous pouvons noter quelques réalisations.

D'abord la création de la page Facebook et du site www.urtelgui.org avec extension sur les noms de domaines **POINT**: COM – NET – INFO.

Ensuite, l'URTELGUI dispose d'un siège commode et bien équipé, grâce à l'appui de l'Ambassade de Chine à qui nous renouvelons notre gratitude.

Il convient de rappeler en outre l'organisation de la Synergie FM Guinée 2015 lors des dernières élections présidentielles qui, de l'avis de nombre d'observateurs, aura joué un rôle important dans l'apaisement du climat sociopolitique.

En ce qui concerne les perspectives, je suis heureux d'annoncer qu'au terme d'un accord conjoint avec la RFI et le Ministère de la Communication, notre projet phare, la montée sur le Mont Kakoulima, sera réalisé dans un délai que nous espérons bref.

Mais pour des raisons techniques évidentes, seules les stations de Conakry seront concernées par cette opération. Par contre, toutes les stations

partenaires bénéficieront d'un émetteur de 1000 W, doté du système RDS.

L'autre challenge qui se dessine et se précise, est sans aucun doute, l'organisation des Etats Généraux de l'Audiovisuel Privé dans les jours et mois à venir. Quant à la promesse de connexion gratuite au Net pour tous, nous invitons les radios et les télévisions privées qui sont encore en retard à se mettre à jour pour en bénéficier.

Par ailleurs, nous sommes heureux des avancées obtenues avec la Haute Autorité de la Communication à propos du renouvellement de nos agréments. Au passage, nous adressons notre gratitude à l'endroit de Madame la Présidente de la HAC.

Avec la Direction nationale des Impôts, nous avons engagé les négociations pour résorber le contentieux qui nous oppose.

Bref, tel pourrait se résumer le bilan de notre première année d'activité.

Pour terminer, nous réitérons notre plein engagement à ne rien ménager pour la satisfaction de nos attentes communes.

**Vive l'URTELGUI,
Je vous remercie**

CONCOURS D'ACCÈS À LA
FONCTION PUBLIQUE

50.000 candidats pour 4000 places



Ce dimanche 21 août 2016, les concours d'accès à la fonction publique se sont déroulés dans les 5 communes de Conakry (pour l'enseignement pré-universitaire et de la formation professionnelle) et dans les 8 régions administratives de la Guinée au compte de l'enseignement pré-universitaire.

Au centre lycée Matam c'est le ministre de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, Damatang Albert Camara qui a procédé au lancement des premières épreuves. Ce centre accueille 1309 candidats répartis dans 19 salles. Après le lancement des épreuves portant sur des sujets de spécialité, le porte-parole du gouvernement a demandé aux candidats d'être sereins et sages : « **Ceux qui pensent qu'ils passent ce concours pour rentrer à la fonction publique pour ensuite se retrouver dans un autre département se trompent. Cela n'arrivera pas. Ceux qui viennent ici, vont signer un engagement décennale peut être même plus et devront enseigner. Aussi, on attend d'eux qu'ils acceptent d'être évalués honnêtement, ensuite qu'ils acceptent les resultats qui sortiront de ce concours...** »

De son côté, l'inspecteur général de l'administration publique, Eugène Falikou Yomalo s'est réjoui de l'organisation de ce concours. Tout de même, il n'a pas occulté quelques irrégularités

enregistrées : « **de façon globale, il faut a p p r é c i e r l'organisation de ce concours. Il vous souviendra que l'effectif des candidats est très énorme. Aujourd'hui nous parlons de plus de 50 000 candidats toute option confondue. Ce n'est donc pas facile de faire une organisation parfaite. C'est vrai, il y a eu quelques erreurs qui ont été rectifiées au fur et à mesure, mais ces erreurs ne peuvent pas entacher la fiabilité du concours. Le service national des concours et examens professionnels a déjà fait un tableau synoptique qui fait la répartition des candidats qui seront admis par ministère. Donc, les répartitions sont faites avant même le concours et les lauréats seront repartis en fonction de ce tableau synoptique fait par le service national des concours et examens professionnels** »

Au terme des premières épreuves, les candidats qui ont compété dans leurs domaines de spécialisations se sont réjouis du bon déroulement des épreuves et ont par la suite souhaité que cela continue sur la même lancée.

Rappelons que ce concours a connu la participation de plus 50 000 candidats pour 4000 places disponibles. 3500 pour l'enseignement pré-universitaire et 500 pour la formation technique.

**Thierno Abdoul
Barry**

Dix ans après, bilan et perspectives

Les dix ans de la libéralisation de l'espace audiovisuel guinéen ont été célébrés le samedi 20 août 2016 à Conakry, précisément au siège de l'union des radios et télévision libres de Guinée (URTELGUI). Une décennie après, quelques principaux acteurs de cet acquis tirent le bilan. Dans les lignes qui suivent, Naby Youssouf Kiridi Bangoura, Boubacar Yacine Diallo, Bah Oury, Sanou Kerfalla Cissé s'expriment sur la question.

Naby Youssouf Kiridi Bangoura, ministre conseiller à la Présidence de la République :

« Disons que l'URTELGUI nous a invités aujourd'hui pour célébrer les 10 ans de la libéralisation de l'espace audiovisuelles en Guinée. Nous sommes très heureux d'être là, parce que ça été un combat de tous pour que la liberté d'expression se concrétise à travers les ondes. Je dois dire que cette émission nous a permis avec mon frère Yacine Diallo de restituer le contexte mais aussi les schémas que nous avons mis en place pour que le pays puisse bénéficier de cette liberté qui permet non seulement de voir aujourd'hui l'existence d'une cinquantaine de radios et une demie douzaine de télévisions, mais aussi et surtout de découvrir la parole citoyenne, de permettre au Guinéens de s'exprimer, de



comme toute autre entreprise. Donc, lui faire bénéficier de tous les avantages en termes d'appuis... »

Boubacar Yacine Diallo, patron de presse, ancien ministre de l'information et ancien président de l'URTELGUI

Parce que souvent la presse dénonce ce qui ne va pas et quand vous dénoncez, les gens pensent que vous êtes contre le pouvoir. Mais il faut que la presse prenne l'habitude de dire ce qui va. Il y a des traditions dans d'autres pays, c'est ce qu'on appelle couramment "la communication institutionnelle". Le gouvernement verse de l'argent aux entreprises de presse sans distinction. Et le gouvernement communique sur des questions de développement sur les médias, dans la presse. Qu'elle soit écrite ou en ligne. Lorsque j'étais président de l'URTELGUI, nous avons porté ce cahier de doléances au chef de l'Etat. J'invite le président Sanou Kerfalla Cissé qui a pris ma place à poursuivre ce combat-là, pour que nous puissions enfin faire de la presse de véritables entreprises. Nous souffrons parce que des journalistes travaillent sans qu'ils soient payés et cela n'est pas possible. Il faut l'arrêter... »

Bah Oury, homme politique (UFDG),

« C'est un anniversaire qui me vas droit au cœur puisque c'est une occasion pour rendre hommage à quelqu'un qui s'est battu pour que cette libéralisation des ondes soit effective. Il s'agit du doyen Bâ Mamadou qui n'est plus là aujourd'hui. Le 18 septembre 2004, nous avons organisé une marche pour exiger la libéralisation immédiate des ondes dans notre pays. Ce jour, il y avait des personnes, certaines sont aux affaires, d'autres dans l'opposition d'aujourd'hui, qui ont contribué à réprimer

cette manifestation avec des gaz lacrymogènes. Ceci dit, ça fait partie d'une conquête démocratique. Je pense que 10 années après, un travail important est fait. Il faut s'en féliciter, mais il faut beaucoup de choses encore à faire. Si la libéralisation des ondes était intervenue un peu plus tôt, la Guinée aurait évité les affres des périodes tumultueuses des années 2005-2006-2007-2008 et le processus politique aurait été beaucoup plus conséquent, beaucoup plus solide. Mais ceux qui ont contribué à retarder la libéralisation des ondes ont de ce point de vue une responsabilité dans ce qui est arrivé. Notamment, le retard que le pays a connu sur le plan politique... »



le cadre précis de la collecte de l'information. Nous allons aussi organiser des formations avec les partis politiques pour que nos journalistes puissent être protégés dans l'exercice de leur fonction. Un journaliste n'est pas un opposant, un journaliste n'est pas un

mettre rapidement en route la délivrance des cartes d'identité des journalistes professionnels. Parce qu'il faut aujourd'hui valoriser cette carte professionnelle des journalistes qui constituent en quelque sorte un passeport pour les journalistes...



débattre et en français et dans toutes les langues nationales. Je crois que ces 10 premières années méritent aussi que des leçons soient tirées pour bien baliser les 10 prochaines années... Je crois que comme une association aussi puissante que l'URTELGUI existe, l'Etat dans ces composantes concernées est prêt à discuter pour voir:

1-Comment viabiliser les entreprises de presse. Parce que ce sont des entreprises comme toute autre entreprise. Nous voulons créer de l'emploi pour les jeunes, pour les femmes, mais nous oublions que les radios sont des entreprises qui emploient des journalistes, des techniciens. Tout ce monde doit pouvoir bénéficier de garantie, de croissance. Pour cela, il y a plusieurs pistes. La subvention existe déjà, les échanges de services en terme de communication institutionnelle comme mon frère Yacine l'a dit. Mais il y a aussi et surtout de considérer l'entreprise Radio



Sanou Kerfalla Cissé, patron de presse, Président de l'URTELGUI

« Les exactions contre les journalistes sont une réalité en Guinée. Au niveau de l'URTELGUI, dans les jours à venir, nous allons lancer les états généraux de l'audiovisuel privé dans notre pays. Ce sera l'occasion pour l'ensemble des professionnels de la communication d'interpeller les pouvoirs publics sur cet autre pan traumatisant aujourd'hui de la presse dans son ensemble. Nos journalistes sont souvent victimes de bastonnades, de brutalité, de tuerie. A l'occasion des états généraux nous allons interpeller les forces de l'ordre et de sécurité sur ce mal qui affecte souvent la bonne marche de nos activités notamment dans

espion, un journaliste n'est pas un militaire, un journaliste est un citoyen tout court. Sa mission est d'informer. Il constitue une sorte de croix entre le pouvoir public et la population. Au cours de ces états généraux, nous allons mettre sur la table tout ce qui peut rentrer dans la protection des journalistes au cours de l'exercice de leur métier... **Le second point** que nous allons débattre toujours dans le cadre de la protection des journalistes, portera sur leur identification. Des gilets seront confectionnés pour les journalistes pour qu'ils soient facilement identifiables une fois sur le terrain. Cette identification permettrait aux hommes de médias d'exercer librement leur métier pendant les événements politiques... Nous allons demander également à la Haute Autorité de la Communication (HAC) de

Du côté des journalistes, il faut qu'ils prennent leur responsabilité. Il faut qu'ils se mettent à l'abri pour ne pas être victimes de bastonnades. Dans n'importe quelle activité publique si les forces de sécurité vous disent que vous ne rentrez pas ou les organisateurs vous disent que vous ne rentrez pas, puisque vous n'êtes pas des justiciers, retournez-vous à votre rédaction et dites qu'on vous a refusé l'accès. Ça va éviter certains problèmes... La libéralisation de l'espace audiovisuelle privée en Guinée a permis de résorber un peu le chômage, quand vous prenez les membres de l'URTELGUI, ils emploient au minimum 1000 jeunes. Dans chaque famille, dans chaque ménage en Guinée, une seule personne peut supporter en moyenne trois ou quatre personnes... »

**Décryptage
Thierno Abdoul Barry**

Tout pour le bien être des Guinéens

A l'instar du Sénégal, de la Côte D'ivoire et du Burkina-Faso, la Guinée vient d'ouvrir son marché à l'économie numérique via la compagnie QNet. Cette société de vente en ligne a procédé au lancement de ses activités par une exposition vente au palais du peuple. C'était le mardi 16 août dernier en présence de députés et autres responsables du RPG Arc-en-ciel.

Malgré une forte pluie qui s'est abattue ce mardi matin sur Conakry, une foule nombreuse est venue assister au Palais du peuple à l'exposition des produits de la compagnie de vente en ligne QNET. L'exposition a porté sur une gamme de produits issus d'un processus de recherche et de développement scientifique sur la santé, l'esthétique, l'éducation. Des possibilités de formation à distance sont offertes par la société en anglais, en gestion de projet, en entrepreneuriat, commerce en ligne, communication, en art de la gestion, gestion des sports motorisés, gestion de patrimoine, marketing, planification



L'adhésion à QNET se fait par cooptation. Selon les explications données sur les lieux : **“pour adhérer à QNET, il faut connaître quelqu'un qui est déjà à QNET. Il se réfère à cette personne qui devient son référent. La personne qui veut**

canal de distribution pour l'entreprise”. Les produits QNET sont certifiés par des laboratoires internationaux et sont livrés aux clients dans un délai très court par DHL.

produits et services en ligne et peut faire gagner en temps et en argent. Car, on peut trouver les prix les plus avantageux sans se déplacer”

Autant donc dire que la vie moderne offre un confort pratique sans cesse croissant. Grâce à la magie du net, chaque jour qui passe, il y a des solutions aux problèmes les plus complexes qui se posent. Mais la contrepartie de toutes ces avancées est la dégradation rapide et inquiétante dans le domaine sanitaire. QNET est constamment à la recherche de l'innovation pour offrir de meilleurs produits à ses clients.

Cette société chinoise de vente basée à Hong Kong est représentée

dans plus de 150 pays à travers le monde avec plus de 5 millions de clients.

Son objectif est de permettre à des milliers de personnes de progresser par le biais de solutions qui favorisent l'entrepreneuriat, et d'améliorer les styles de vie. Le modèle commercial de la compagnie QNET permet à des personnes ordinaires de tous les horizons de démarrer leur propre entreprise, avec des frais généraux minimes. Grâce à leur travail acharné et à leur dévouement, les distributeurs de QNET, connus sous le nom de leaders, ont la chance de devenir financièrement autonome, en améliorant le niveau de vie de leur famille et de leur communauté, et en aidant les autres à réaliser leurs rêves. Offrir aux autres les outils nécessaires à leur réussite est l'ambition de QNet. **« Le concept In-Service est une caractéristique essentielle de notre leadership. Le principe directeur inculqué aux employés et au réseau est la culture fondée sur le « Servir d'abord ». Ce qui caractérise**

véritablement un leader est le fait d'être au service d'autrui avec humilité » nous confient les responsables QNET.

La vente directe c'est la commercialisation et la vente de produits directement aux consommateurs sans passer par un intermédiaire. C'est donc une entreprise en pleine expansion qui vient s'installer en Guinée et offre des opportunités d'emploi à la jeunesse. QNET compte à ce jour plus de 7.000 leaders en Guinée. Ce sont tous des vendeurs des produits de la société. Le représentant indépendant obtient une commission sur les achats de ses nouveaux clients et améliore ainsi ses revenus. QNET offre donc une opportunité aux ressortissants des pays où elle est installée d'entreprendre et d'augmenter leurs revenus en favorisant l'adhésion de nouveaux clients. Ce qui permet de lutter contre le chômage. QNET commercialise différents produits. Il s'agit notamment de produits de consommation courante comme le purificateur d'eau domestique, des produits de luxe (montres et bijoux). A tout cela s'ajoutent des cours et autres formations à Distance ainsi que ceux liés à la santé et au bien-être.

Mamadou II Barry



de carrière et la gestion des performances. Selon la Directrice Business Afrique Subsaharienne Arti Anurag Asawa, la compagnie QNET va créer beaucoup d'emplois et offrir des opportunités à la jeunesse guinéenne. De jeunes leaders ont donné de larges explications sur l'inscription, l'habilitation en passant par les commissions et autres de profits.

adhérer est le référent. Tout se passe en ligne. Il souscrit en ligne à travers l'achat d'un produit. Il faut se procurer d'un produit de l'entreprise. Et dès lors, l'entreprise en tant que client vous donne encore l'opportunité de pouvoir être distributeur de l'entreprise. Donc si vous êtes désireux de saisir cette opportunité pour des revenus additionnels, vous pouvez exercer dans le domaine de la distribution et créer un

Monsieur, Souleymane Dombouya, consultant indépendant précise : **« Avec la présence de la compagnie QNET en Guinée, on n'a pas besoin de consulter le rapport de Doing Business pour savoir si la Guinée est un pays fréquentable où les investisseurs se bousculent. Les nouvelles technologies de l'information permettent de nos jours la recherche de**



L'ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES Le développement de la Guinée passe aussi par la transparence dans les chiffres...

A l'instar d'autres professions, la pratique de la comptabilité est quelque peu banalisée en Guinée. La preuve est que dans bon nombre d'activités des imposteurs s'érigent en comptables. Aux dires des spécialistes, cela constitue un véritable danger pour l'Etat, pour les entreprises mais aussi pour les actionnaires.



Pour lutter contre ce fléau, les experts comptables et comptables agréés de Guinée ont formé un réseau Guinéen de professionnels libéraux depuis 1985 qui malheureusement est assez mal connu du public. Le conseil est présidé par Monsieur Mory Cissé qui est un expert-comptable et commissaire aux comptes, fondateur de l'école IMEEC et représentant du grand cabinet international des auditeurs associés.

L'ordre représente et accompagne ses membres par la formation, le développement et la valorisation de leurs compétences. Sa mission première est d'assurer la gestion et l'animation du réseau. Aussi l'ordre des experts comptables remplit plusieurs autres missions et compétences. Pour les clients, il joue le rôle de conseiller et de médecin traitant. Cependant, il assure pour l'Etat une source d'information.

De nombreux défis attendent la profession dans les années à venir selon son président. L'affirmation de la présence de l'ordre, l'assainissement de la profession, l'adhésion de l'organisation aux instances internationales ou encore la mise en place d'une formation aboutissant

aux diplômes d'expertise comptable Guinéen. Pour relever l'ensemble de ces défis, les professionnels de la comptabilité ainsi que les autres acteurs (Etat, banques...) doivent : **s'appuyer sur une institution qui rassure, protège, valorise les professionnels et les accompagne dans leur développement. Tel que l'engagement vis-à-vis des professionnels, mais aussi vis-à-vis des pouvoirs publics ainsi que du monde économique moderne.**

Ce n'est pas tout. L'ordre remplit plusieurs autres missions et compétences. Il s'agit précisément de : **Contribuer à la lutte contre la corruption et le blanchiment de capitaux ainsi que le financement du terrorisme en déterminant les procédures et mesures de contrôle interne, affirmer la présence de l'ordre des experts comptables de Guinée aux instances nationales, sous régionales et internationales, assainir la profession par la lutte contre l'exercice illégal, appuyer les confrères par la qualification de leur personnel, la mise en place d'une organisation**

sociale, affiliation à l'IFAC à l'instar des autres organisations sœurs de la sous-région, la mise en place d'une formation aboutissant à un diplôme d'expert-comptable guinéen, le développement du p é r i m è t r e d'intervention de la profession, assurer la préparation et le respect du Code de déontologie, s'assurer que les dispositions concernant les stagiaires experts comptables soient respectées, mener des études et établir des s t a t i s t i q u e s professionnelles, participer à l'échelle mondiale aux divers o r g a n i s a t i o n s professionnelles et actions pouvant être utiles à la profession.

Voilà autant d'ambitions qui animent l'équipe dirigeante du conseil de l'ordre des experts comptables et comptables agréés de Guinée.

Ne dit-on souvent pas que le développement de la Guinée passe aussi par la transparence dans les chiffres.

Mamadou II Barry

Et si la Guinée s'inspirait de la Sierra Leone

Une adolescente est décédée en Sierra Leone lors d'une excision pendant une cérémonie d'initiation à une société secrète. Le jeudi dernier, en Guinée une fillette de 10 ans est également morte de cette pratique. Ces deux pays voisins font partie des dix au monde, tous africains, où l'excision est la plus courante, avoisinant 90 % des femmes en Sierra Leone et 96 % en Guinée, mais cette pratique a fortement reculé pendant l'épidémie d'Ebola qui les a touchés jusqu'en 2016.



Le 14 août, une fillette de 10 ans a péri à la suite d'une excision à Makpozou, en Guinée forestière (sud), a annoncé dans un communiqué la ministre guinéenne de l'Action sociale, de la Promotion Féminine et de l'Enfance, Sanaba Kaba. Le drame s'est produit dans un camp d'excision de jeunes filles, alors même que le gouvernement a lancé le 5 août une vaste campagne d'éducation de sensibilisation et d'information auprès des communautés d é n o m m é e (v a c a n c e s scolaires sans excision), a souligné la ministre. Elle a exhorté l'ensemble des communautés où cette pratique est encore hélas e n t r e t e n u e , particulièrement en période de vacances scolaires à la retenue et à la prise de conscience pour

arrêter de sacrifier les filles, assurant de l'engagement du gouvernement dans la lutte contre cette pratique ignoble et pour traduire en justice les auteurs et complices de cet acte injustifié. En Sierra Leone, une lycéenne, Fatmata Turay, est décédée d'une excision subie pendant une initiation à une société secrète dite Bondo dans le village de Mabolleh, dans le nord du pays, a annoncé la police. Trois femmes soupçonnées d'avoir accompli le rituel, dont la tante de la jeune fille, ont été arrêtées, ainsi que l'infirmière qui a tenté de la soigner, a précisé l'un des enquêteurs, Mathew Jabbie. La vice-présidente du Conseil national des Soweis (les femmes dirigeant ces sociétés secrètes), Elsie K o n g o l a m a , coordinatrice des activités féminines, qui a conduit une délégation sur place après cette nouvelle, a déclaré à l'AFP être choquée et affligée par la mort d'une aussi

jeune fille. Nous aiderons la police dans son enquête en lui fournissant toutes les informations à notre disposition, a-t-elle assuré. La vice-ministre des Affaires sociales, Rugiatu Turay, a annoncé à la presse l'ouverture par le gouvernement d'une enquête sur les circonstances qui ont amené à la mort de cette fille. L'excision est profondément ancrée dans les moeurs en Sierra Leone, où elle est considérée comme un rite de passage de l'enfance à la féminité, et beaucoup de Soweis en tirent une partie substantielle de leurs revenus, parfois à raison de 50 dollars par fille, a-t-elle indiqué. Le pays a récemment ratifié le protocole de Maputo, adopté par l'Union africaine en 2003, qui prône notamment l'abolition de l'excision, et le g o u v e r n e m e n t envisage l'interdiction de cette pratique sur les mineurs, selon la ministre.

AFP

DUBRÉKA

Le chauffeur du Directeur de l'hôpital de Coyah tué par des inconnus

Comme chaque saison hivernale, le phénomène d'insécurité monte d'un cran et nombreux sont des citoyens qui en sont victimes. C'est le cas du drame survenu dans la nuit du jeudi au vendredi 19 Août 2016 et qui a coûté la vie au chauffeur du directeur de l'hôpital régional de Coyah.



Alpha Sylla. C'est le nom de la victime dont le corps a été découvert à Kénendé (Dubréka). Selon les témoignages de ses supérieurs, il aurait trouvé la mort alors qu'il rentrait de Conakry où il était parti déposer la secrétaire administrative de l'hôpital de Coyah. « **Son corps est retrouvé au petit matin de ce vendredi 19 Août dans un bâtiment en construction par des enfants partis jeter des ordures ménagères** », nous précise les témoins. Le drame s'est produit au secteur Kénendé-Manssayah, dans le quartier Kénendé, commune urbaine de Dubréka. Alertés par des

citoyens de la localité, les services de sécurité se sont rendus sur les lieux pour constater les faits. Un agent de la sécurité trouvé sur les lieux indique qu'il s'agirait selon ses propres termes 'd'une modification de scène'. Autrement dit, il se peut qu'Alpha Sylla soit tué ailleurs, avant que son corps ne soit transporté sur les lieux où il a été découvert. L'hypothèse selon laquelle, c'est à cause du véhicule qu'il conduisait (voiture 4 X 4 Toyota) qu'il a été tué est tout aussi plausible, car l'engin roulant a été emporté par les bourreaux. La victime, âgée d'une cinquantaine

d'années était marié à deux femmes et père de plusieurs enfants. En fin, alors que la notabilité de Dubréka avait envisagé son enterrement sur place, le corps a été remis aux autorités de l'hôpital de Coyah où attendaient les siens pour l'inhumation. Avec cet acte odieux, le débat sur l'insécurité est loin d'être clos. Sur les lieux, un officier de la police est revenu très largement sur les problèmes de sous-équipement et de formation de leurs services. Autant donc dire que la lutte contre l'insécurité est loin d'être gagnée.

Amadou Keïta

JOSEPH SAGNO GRAVEMENT MALADE L'URTELGUI appelle à la solidarité

Notre confrère Joseph Sagno de la radio Soleil fm est actuellement gravement malade. Dans un esprit de confraternité et de solidarité, nous invitons l'Etat, les personnes morales et physiques à venir en aide à cet homme qui rend d'énormes services à son pays.

Le bureau exécutif de l'Union des Radiodiffusions et Télévisions Libres de Guinée (URTELGUI) invite les bonnes volontés et surtout les hommes de médias à venir en aide à ce confrère gravement malade. Vos gestes



pourront sans doute lui être utiles.

Ensemble, sauvons Joseph Sagno !!!

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Christine Sagno dévoile sa stratégie

La ministre de l'Environnement, des Eaux et Forêts (EEF), Christine Sagno a animé le lundi 15 août 2016, dans la salle des Spectacles de la RTG-Koloma, une conférence de presse. Objectif : faire le point des activités réalisées, en cours et celles projetées.

A l'entame de son intervention, madame le ministre de l'EEF a tout d'abord commencé par rappeler la mission assignée à son Département. « La conception, l'élaboration, et la coordination de la mise en œuvre de la politique du gouvernement dans les domaines de la sauvegarde de l'environnement, de la gestion rationnelle des ressources naturelles renouvelables et de l'amélioration de la qualité de vie », a-t-elle rappelée.

Constat amer...

Poursuivant, Christine Sagno a tout de même reconnu que « malgré des efforts soutenus pour promouvoir une gestion environnementale plus efficace, depuis l'adoption du Plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE) en 1994, les ressources naturelles continuent de se dégrader ».

Tenant le même langage de regret, Christine Sagno a ajouté : « la situation de l'environnement sur le territoire national demeure précaire et préoccupante. Une situation caractérisée par une dégradation avancée des parcs nationaux, la forte pression anthropique des collectivités sur les domaines classés de l'Etat et non classés, l'accentuation du braconnage dans les parcs nationaux et réserves de faune, la forte dégradation des infrastructures des parcs nationaux et réserves, la prolifération des scies tronçonneuses, l'accentuation de la carbonisation, la coupe abusive, illicite et anarchique de bois, la prolifération de fours à briques le long des berges de cours d'eaux, les feux de brousse et la caducité des textes législatifs et réglementaires ».

Pour inverser la tendance, le gouvernement a engagé une nouvelle dynamique comme le témoigne la ministre de l'EEF « Face à ce constat, et suite à la



vision globale qui doit guider à présent la gestion de l'environnement en Guinée, le gouvernement, avec l'appui de ses partenaires, s'est doté d'un cadre global issu des analyses, programmes, plans et actions environnementales, appelé le Plan National d'Investissement Environnemental 2013-2017 (PNIE 2013-2017). Ce PNIE est donc notre cadre de référence technique et programmatique pour mettre en œuvre la Lettre de Mission du premier ministre, chef du gouvernement ».

Activités réalisées en 2016

Parlant des activités réalisées de janvier à juillet 2016, la ministre Christine Sano a dit : « Sur le plan de la protection de l'environnement, mon département, à travers la Direction Nationale de l'Environnement (DNE), a réalisé plusieurs activités, dont le lancement des opérations de reconditionnement des Polychlorobiphényles (PCB) stockés au Port Autonome de Conakry (PAC), la mise en œuvre de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants en République de Guinée, l'évaluation de l'état de dégradation des sites miniers, l'organisation de l'atelier de restitution de la COP21 et la célébration de la Journée mondiale de l'Environnement à Dubréka, avec la réalisation de 30ha de reboisement sur les berges de la Soumba ».

Sur le plan du reboisement, elle a fait savoir : « Le Ministère, à travers la Direction Nationale des Eaux et Forêts (DNEF), a fait une prévision de 2000ha de reboisement pour l'année 2016 ». C'est dans ce cadre que son département a organisé une caravane de mobilisation des ressources pour cette campagne de reboisement, qui a permis de constater que « toute la population guinéenne est préoccupée par la dégradation de l'environnement et des ressources forestières ». En ce qui concerne le plan des projets et programmes, la conférencière a révélé, que « la Direction générale des Projets Environnementaux pour le Développement Durable (DG-PEDD) a signé et développé plusieurs programmes, dont le programme environnement et développement durable, qui est une partie intégrante du domaine d'intervention d'un cadre de coopération signé le 29 novembre 2012 entre le gouvernement et le PNUD, dont les actions du programmes visent à relever les défis liés à la gestion durable de l'environnement et de l'adaptation aux changements climatiques ».

Projections

Dans la dynamique de réforme environnementale, Madame Kourouma Christine Sagno a annoncé que pour les années à venir, son département compte s'investir davantage dans l'action de reboisement. « Le gouvernement fixe le cap du reboisement de 2.000.000 d'hectares d'ici 2025. Ceci, dans le souci de lutter considérablement contre le réchauffement climatique. »

Aboubacar Condé